

## LES SPECIFICITES DU SECTEUR OLEAGINEUX

### Regards sur l'évolution à long terme de la consommation mondiale de corps gras et le rôle des oléagineux pérennes

Oléagineux, Corps Gras, Lipides. Volume 8, Numéro 6, 626-35, Novembre - Décembre 2001, Dossier : L'avenir des cultures pérennes

**Auteur(s)** : Robert HIRSCH, Département des politiques et des études, Agence française de développement, 5, rue Roland-Barthes, 75598 Paris Cedex 12.

**Résumé** : Un secteur aussi hétérogène que dynamique : Au cours de la seconde moitié du xxe siècle, une révolution discrète est intervenue dans la production et les échanges de corps gras végétaux, bouleversant les positions acquises et suscitant l'apparition de nouveaux acteurs. En l'absence d'institution internationale spécialisée ou d'accord de produit, situation qui distingue les corps gras de la plupart des autres matières premières d'origine agricole, c'est filière par filière que certains aspects de l'évolution de ce secteur ont pu, occasionnellement, occuper le devant de la scène, par exemple lors des négociations commerciales internationales, mais sans que les modifications intervenues dans ces filières - ou les relations qu'elles entretiennent entre elles - ne soient toujours appréciées à leur juste valeur. Au sein de chaque filière, l'homogénéité n'est pas non plus de règle et les conflits, par exemple entre producteurs et tritrateurs, ne sont pas rares, témoignant de l'affrontement permanent entre logique agricole et logique industrielle. La très grande diversité des corps gras végétaux pose de délicats problèmes de classification et de présentation qui confortent la spécificité et le particularisme de ce secteur. En effet, qu'il s'agisse de leur appartenance au règne végétal ou animal, de leurs biotopes (milieu tropical ou tempéré), de leurs caractères agronomiques (plantes annuelles et pérennes), de leur teneur en huile, de leur degré de transformation (graines, huiles brutes ou raffinées, tourteaux), de leur aspect (fluide, concret), du procédé de transformation (artisanal ou industriel) ou de leur utilisation finale (consommation humaine ou animale, cosmétologie, pharmacie, énergie, etc.), tout semble séparer des corps gras qui ont cependant en commun une importance nutritionnelle qui leur confère un rôle irremplaçable dans l'alimentation humaine et animale. Il y a aussi les habitudes ou les comportements alimentaires qui, d'un continent à l'autre, loin d'être immuables, remettent en cause tout essai de classification ou de « positionnement » des filières ou des acteurs. Ainsi en est-il des huiles lauriques (coprah, palmistes) réservées à la savonnerie en Europe ou en Amérique du Nord, mais largement utilisées pour l'alimentation dans certains pays asiatiques, telle l'Indonésie où ces huiles lauriques, très appréciées, ont longtemps figuré en tête des huiles alimentaires et sont toujours largement consommées. Il en va de même pour l'huile de palme qui, brute, fractionnée ou raffinée, est une huile alimentaire dans les pays producteurs, mais une huile de savonnerie chez certains importateurs. Pour contrarier encore davantage toute velléité de simplification, on doit aussi signaler le rôle et l'importance économique que peuvent avoir les sous-produits ou les co-produits de certaines graines oléagineuses, dont la valeur dépasse fréquemment celle du produit principal. Mais, au-delà de toutes ces différences, c'est le dynamisme de la production des corps gras végétaux, pris dans leur ensemble, qui impressionne. Maintenir sur près d'un siècle un taux de croissance annuel moyen de

3,2 % - voire davantage pour les huiles de soja, de palme et de tournesol qui atteignent ou dépassent + 5 % l'an 1 - constitue une performance remarquable que peu de produits végétaux peuvent revendiquer. En termes de volume, les exportations de graines, d'huiles et de tourteaux - environ 150 millions de tonnes par an - se situent immédiatement derrière les céréales et largement devant tous les autres produits d'origine végétale 2. S'appuyant sur ces constats, cet article se propose de mesurer et d'analyser comment cette croissance soutenue de l'offre de certaines huiles a suscité, en quelques décennies, une évolution sensible des habitudes alimentaires - et donc de la demande - dans certaines régions du monde et dans quelques grands pays. Pour ce faire, après avoir passé en revue les tendances lourdes du secteur des corps gras, tant au niveau de l'offre que de la demande, les perspectives à l'horizon 2020 seront rapidement examinées. Enfin, des conclusions seront tirées sur la place actuelle et future des oléagineux pérennes vis-à-vis de leurs concurrents annuels, notamment dans la perspective du renouvellement permanent des plantations, nécessaire au maintien de positions qui, sur un marché particulièrement concurrentiel, ne sont jamais acquises. Ces conclusions mettront tout particulièrement en évidence les perspectives préoccupantes des filières oléagineuses africaines qui apparaissent bien isolées et démunies face aux nouveaux slogans de la coopération internationale. Les sources utilisées sont tirées, d'une part, de Oil World pour les séries longues relatives à la production oléagineuse et aux consommations apparentes des pays « majeurs » et, d'autre part, des Food Balance Sheets 3 de la base de données FAOSTAT pour la structure détaillée de l'offre et de la demande oléagineuse. Cette dernière source présente le double avantage d'introduire une distinction entre usage alimentaire et usage non alimentaire de chaque corps gras et de fournir les consommations par tête pour chacun d'entre eux. En outre, la FAO prend en compte l'ensemble des pays et des corps gras (y compris le karité), alors que Oil World se limite à ses « 17 Major Oils and Fats » et aux 22 pays considérés comme « majeurs ».

**Summary** : Analysed over a long period (from the 1960s to the 1990s), animal and vegetal fat consumption continued and reinforced an evolution initiated during the first half of the 20th century. Characterized by the drop of animal fat consumption and a strong increase of four "major" oils (soya, rape, sunflower and palm oil), which now represent 80% of vegetable oils for edible and inedible purposes, this evolution tends towards a uniformization of world fat consumption which has already begun. This contribution aims to measure and analyse the changes of food consumption in different regions of the world (sub-Saharan Africa, Asia, South and Central America, etc.) and in a few large countries, changes which could influence the strategies of major producers. South East Asia producers, who launched (and were beneficiaries) of the exceptional growth of the palm oil, will have to face the dynamic competition of annual fat crops, especially soya from North and South America. The future of perennial crops will be analysed at a time when considerable replantation needs appear in both Africa and Asia, and a constant opening of borders tends to make competitiveness determinant for investment programs.

**Keywords** : animal and vegetal fat consumption, vegetable oils, per caput supply and food habits by region, perennial oil crops, exports and imports of main vegetable oils, prospect for 2020.

## ARTICLE

### Tendances de l'offre oléagineuse

Le demi-siècle écoulé a mis en évidence de nombreux indices d'un changement en profondeur de l'offre oléagineuse et, par voie de conséquence, d'un bouleversement des positions relatives des principales productions oléagineuses et des principaux pays producteurs. Parmi ces changements, on peut retenir :

- la fin de la prédominance des corps gras d'origine animale : largement amorcé dans les années 30, ce déclin s'amplifie pour devenir irréversible dans les années 60, particulièrement dans les pays développés qui étaient aussi les plus gros consommateurs (raisons diététiques). Le beurre et le lard, qui représentent encore 34 % des corps gras consommés (hors suifs) au début des années 60, n'en fournissent plus que 17 % en 2000 ;

- l'émergence successive du soja (années 50 aux États-Unis, puis reprise dans les années 80 avec l'arrivée de l'Argentine et du Brésil), de l'huile de palme (années 70, avec le lancement des programmes malaisien et indonésien), du colza et du tournesol (années 80), ces quatre huiles représentant en 2000 plus de 77 % de la production mondiale d'huiles végétales ;

- le déclin relatif des huiles d'arachide et surtout de coprah qui figuraient au premier rang mondial de la production de corps gras végétaux dans les années 30 ;

- l'apparition de nouveaux producteurs : la Malaisie surtout, devenue en une vingtaine d'années le troisième producteur et le premier exportateur mondial de corps gras, mais aussi le Brésil et l'Argentine, tous ces pays affichant des politiques agressives de conquête de nouveaux marchés imitant en cela les exportateurs traditionnels qui déploient les mêmes efforts pour conserver les leurs (États-Unis) ;

- la marginalisation de l'Afrique qui, exportatrice nette au début des années 60, grâce à ses positions dominantes sur l'arachide et les produits du palmier, est désormais lourdement déficitaire, particulièrement pour les pays au nord du Sahara ;

- la substituabilité croissante des huiles végétales raffinées qui, contribuant à donner au prix un rôle déterminant dans le choix des consommateurs, a favorisé l'apparition d'huiles moins coûteuses pénalisant *ipso facto* les huiles réputées chères comme l'arachide ;

- les « progrès » intervenus dans l'alimentation animale qui, générant une demande accrue de tourteaux, ont été à l'origine de nouveaux courants d'échanges sur les graines de soja dont la trituration, particulièrement en Europe, a généré des surplus d'huile venant s'ajouter à une offre déjà abondante ;

- la forte concentration des échanges mondiaux sur quelques produits dominants : ainsi, les trois graines oléagineuses, les trois huiles et les trois tourteaux les plus échangés dans le monde représentent respectivement 93, 78 et 82 % des échanges mondiaux de corps gras en 2000 <sup>4</sup>.

Si toutes ces tendances ont pu contribuer, à des degrés divers, à l'impressionnante augmentation de la production oléagineuse mondiale, d'autres indices parmi lesquels l'augmentation généralisée des rendements <sup>5</sup> ou l'accroissement des superficies, partout où cela était possible, ne sont pas non plus

étrangers à cette évolution. Ces progrès ont permis de dégager régulièrement des surplus que l'amélioration des transports a rendus plus faciles à exporter en dépit de prix internationaux particulièrement volatiles. Alors que les oléagineux traditionnellement orientés vers l'exportation (coprah, arachide, palmistes) marquaient le pas ou stagnaient, d'autres ont évolué vers un statut de véritables cultures d'exportation, dont les volumes mis sur le marché n'avaient plus aucun rapport avec les marchés intérieurs, et traduisaient en fait la forte volonté des gouvernements de parvenir à cet objectif. En utilisant, le cas échéant, tous les moyens, licites ou non, pour éliminer les concurrents<sup>6</sup>.

De 15 % de la production mondiale dans les années 50, les exportations de graines oléagineuses passent à 25 % en 2000 (en dépit d'un développement généralisé de la trituration sur les lieux de production) et le phénomène est encore plus net pour les huiles brutes et raffinées dont un tiers est exporté en 2000 contre moins de 20 % dans les années 60. Avec près de 70 % de la production mondiale exportés en 2000, l'huile de palme illustre, d'une part, l'élargissement sans précédent des débouchés offerts par les marchés extérieurs et, d'autre part, le bien-fondé et surtout la continuité sans faille de la stratégie agricole et commerciale de pays comme la Malaisie (voir *infra*).

Cette évolution a sans doute favorisé les pays, petits ou moyens à l'échelle mondiale, qui, débarrassés de tout souci de conquête ou de protection de leur marché national, ont pu se spécialiser dans une culture oléagineuse et exprimer un potentiel jusque-là sous-utilisé. La Malaisie, avec le palmier à l'huile, le Canada, avec le colza, l'Argentine, avec le soja et le tournesol, sont représentatifs de ces nouveaux acteurs de l'économie mondiale des corps gras révélés depuis à peine 30 ans. Mais encore fallait-il que la compétitivité de la culture oléagineuse choisie soit assurée et qu'une demande effective existe : le Sénégal et son huile d'arachide sont là pour rappeler que le succès n'est pas toujours au rendez-vous.

Aux côtés de ces pays, petits par leur poids démographique mais gros producteurs de corps gras, il est moins surprenant de retrouver les grandes puissances agricoles que sont les États-Unis, l'Union européenne, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Brésil ou les pays de l'ex-URSS (qui ne sont toujours pas individualisés par *Oil World*) et qui ont en commun une population nombreuse et donc un vaste marché intérieur. Mais si l'on met en parallèle les dix premiers producteurs de corps gras en 1960 et en 2000, la liste est pratiquement inchangée puisque neuf des dix pays y figurent à 40 ans d'intervalle. Mais la hiérarchie est quelque peu bouleversée avec l'entrée de la Malaisie, qui se hisse à la 4<sup>e</sup> place du « club » restreint des pays produisant plus de 10 millions de tonnes de corps gras, la bonne performance de la Chine qui gagne deux places (de la 5<sup>e</sup> à la 3<sup>e</sup>), multiplie sa production par plus de 11 en 40 ans et distance désormais l'Inde qui la précédait encore nettement dans les années 60. L'Indonésie, qui multiplie par 22 sa production, passe également de la 9<sup>e</sup> à la 6<sup>e</sup> place et précède désormais l'Argentine et le Brésil. Avec des taux de croissance annuels respectifs de 5,2 et 5,9 %, ces deux pays maintiennent leurs positions. En définitive, mis à part les performances moyennes (en termes de croissance) des pays développés (États-Unis, Canada et Union européenne multiplient leur production par « seulement » 2 à 4), ce sont les pays de l'ex-URSS qui cèdent le plus de terrain en 40 ans puisqu'ils n'enregistrent qu'une croissance annuelle moyenne de 0,2 %, autant dire une stagnation compte tenu de la fiabilité des statistiques.

Par type de corps gras, outre la chute accélérée du poids relatif des graisses animales sous toutes leurs formes, le trait marquant des 50 dernières années reste la croissance exceptionnelle de la

production d'huile de palme. Initié à la fin des années 60 et au début des années 70 en Malaisie, puis relayé par l'Indonésie et plus modestement par la Colombie ou la Côte d'Ivoire, ce développement de l'élaéculture restera comme l'une des grandes réussites agro-industrielles du xx<sup>e</sup> siècle, associant aussi bien les grandes plantations issues de la période coloniale que les petites plantations villageoises intégrées ou non à des programmes publics (tel le FELDA en Malaisie). Ces systèmes de production ont bénéficié d'une recherche bien ciblée, particulièrement en matière d'amélioration du matériel végétal, et globalement performante. Et ces résultats sont d'autant plus remarquables que la Malaisie, incapable d'absorber de tels volumes d'huiles, a été obligée, simultanément, de créer un marché pour les centaines de milliers, puis pour les millions de tonnes d'huile de palme produites annuellement. Face aux États-Unis, qui dominaient à l'époque les échanges mondiaux d'huiles végétales et voyaient d'un mauvais œil cette concurrence, la Malaisie a eu la chance (il en faut !) de bénéficier simultanément de l'ouverture progressive des énormes marchés de proximité que sont le Pakistan, la Chine et plus récemment l'Inde, pays qu'elle a su attirer et fidéliser à la fois par la diversité et la qualité de ses produits, par des arrangements financiers bilatéraux <sup>7</sup> et par des prix qui étaient constamment alignés sur ceux de l'huile de soja (au moins jusqu'au début des années 90).

À partir des années 80, les progrès du tournesol et du colza en Europe ou du soja en Amérique latine sont également remarquables mais, s'agissant de cultures annuelles bénéficiant de surcroît de prix garantis et d'aides indirectes (en ce qui concerne les deux premières), il est clair que les risques pris par les producteurs de ces trois oléagineux sont sans commune mesure avec ceux qu'ont pris les Malaisiens vers 1970.

En dehors de la Côte d'Ivoire qui, dès les années 60, fait preuve de volontarisme et développe les oléagineux pérennes (palmier, cocotier) et annuels (coton et plus tardivement soja), les autres pays d'Afrique semblent s'être repliés sur eux-mêmes après avoir lancé, partout où cela était possible et même au-delà, des programmes destinés davantage à satisfaire les besoins nationaux que de réelles ambitions exportatrices mondiales. Manquant soit d'envergure, soit de continuité, ces programmes n'ont jamais permis au continent africain de retrouver les positions qu'il occupait au début des années 60. Ces programmes ont en revanche contribué, dans certains pays, à endetter lourdement les opérateurs, généralement publics, les excluant ainsi de toute compétition véritable avec leurs concurrents asiatiques.

### **Tendances de la demande oléagineuse**

La demande oléagineuse, qu'elle soit mondiale, régionale, nationale, locale ou individuelle, n'apparaît pas simplement pour absorber des huiles produites parfois fort loin et généralement sans concertation préalable. À en juger par l'extrême hétérogénéité des consommations, appréciées qualitativement (par type d'huile ou de corps gras) ou quantitativement (en kilogrammes par tête et par an), il est clair que ce sont les variations de la demande, particulièrement fortes durant la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle qui, pour l'essentiel, ont induit l'évolution de l'offre qui vient d'être rapidement analysée.

Alors que, pendant longtemps, l'ajustement entre l'offre et la demande de corps gras s'effectuait essentiellement sur des bases nationales, voire locales ou régionales, sauf maintien de relations particulières de type post-colonial <sup>8</sup>, les différences observables dans les disponibilités nationales et les consommations individuelles ne faisaient que refléter les écarts des potentiels oléagineux, la diversité des habitudes et des pratiques alimentaires ou l'inégalité des pouvoirs d'achat. À l'échelle

mondiale, des rapports de 1 à 10 pouvaient être observés d'un pays à l'autre, par exemple dans la consommation par tête d'huiles végétales.

Or, durant la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle, le développement des échanges et la concentration de l'offre sur quatre huiles majeures, dans un climat de baisse tendancielle des prix et d'abaissement des tarifs douaniers, ont contribué à uniformiser les modes de consommation<sup>9</sup> ou du moins à les rapprocher suffisamment pour qu'ils deviennent statistiquement préhensibles. Et l'on peut même supposer que le monde entier, en dehors de l'Europe méridionale - dernier « îlot de résistance » organisé autour de l'huile d'olive -, se serait converti à l'huile de soja, si la Malaisie n'avait pas décidé, et réussi, le pari du développement du palmier à huile.

Illustration de la mondialisation et/ou de la globalisation qui font tant parler d'elles et qui inquiètent d'autant plus qu'elles génèrent des changements irréversibles, l'uniformisation des pratiques alimentaires en matière de corps gras n'est pas un thème futile : il concerne au premier chef des millions d'agriculteurs et constitue en même temps le garant du maintien d'une certaine biodiversité. À ce double titre, elle mérite que l'on s'y attarde quelque peu.

Pour illustrer et quantifier cette « révolution oléagineuse », aussi discrète que profonde, on examinera tout d'abord l'évolution de la demande de corps gras végétaux et animaux à usage alimentaire dans les principales régions du monde et dans quelques grands pays, de 1961/1963 à 1997/1999. Le *tableau 1*, qui récapitule les résultats obtenus, en grammes par jour, montre très nettement non seulement le fort accroissement de la demande dans les régions ayant une faible consommation dans les années 60, c'est-à-dire l'Asie, l'Afrique et l'Amérique du Sud, mais surtout un resserrement de l'éventail : c'est vrai entre des pays comme les États-Unis et la Chine, qui se situent aux extrémités de l'éventail<sup>10</sup>, et c'est également vrai entre les continents, puisque l'on voit l'Asie rejoindre puis dépasser l'Afrique subsaharienne. Par rapport à la moyenne mondiale des disponibilités par tête et par jour, prise comme base, la Chine voit son indice passer de 21 à 73, ce qui fournit, sous une forme synthétique, une bonne mesure de l'ampleur des changements intervenus.

La distinction entre graisses végétales et animales permet de vérifier, sur les mêmes régions et pays, aussi bien l'ampleur du mouvement d'uniformisation que le maintien de particularismes nationaux forts (par exemple, le modèle de consommation de type méditerranéen de l'Espagne).

En revanche, si le tableau montre que le resserrement des consommations a progressé, il ne renseigne ni sur la nature des corps gras l'ayant rendu possible, ni sur leur origine (production domestique ou importations).

Sur le premier aspect, il n'y a pas de mystère, puisque l'on a vu que les surplus de production enregistrés étaient à mettre à l'actif des quatre huiles majeures et particulièrement de l'huile de palme. À l'échelle mondiale, le classement des cinq corps gras (CG) les plus consommés en 2000 n'est ainsi pas le même qu'en 1963/1967, comme le montre le *tableau 2*.

Sur deux lignes, l'évolution de 40 années de consommation de corps gras est parfaitement résumée avec, sur le plan mondial, l'émergence des quatre huiles majeures, la désaffection pour les produits du règne animal, le déclin de l'arachide et la concentration de la consommation autour de quelques produits dominants.

Si l'on procède de la même façon pour quinze pays ou groupes de pays représentatifs à la fois des gros producteurs, des gros importateurs et, naturellement, des gros consommateurs, pour qui les cinq premiers corps gras représentent 64 à 99 % de leur consommation totale, on observe de profondes divergences par rapport à la moyenne mondiale. Ainsi, en 1963/1967, six produits occupent la première place des corps gras consommés dans neuf pays <sup>11</sup>, parmi lesquels l'huile de soja (États-Unis, Chine et Pakistan), le beurre (Canada et Union européenne à 10), l'huile de coton (Brésil), l'huile d'arachide (Inde), l'huile de coprah (Indonésie) et l'huile de tournesol (ex-URSS). En 1982, sur un échantillon porté à quinze pays, la diversité est encore de mise puisque sept huiles végétales se retrouvent à la première place avec l'arrivée, sans surprise, de l'huile de palme (Nigeria) et de l'huile de colza (Canada). Enfin, une vingtaine d'années plus tard, en 2000, les quatre « majeures » ont supplanté toutes les huiles concurrentes et se partagent la première place dans les quinze pays, selon la clé de répartition suivante : palme (Inde, Indonésie, Pakistan, Nigeria et Égypte), soja (États-Unis, Mexique, Brésil et Iran), colza (Canada, Japon, Union européenne à 15) et tournesol (ex-URSS et Turquie).

On peut retenir la belle performance de l'huile de palme qui, d'une part, figure en première position sur les marchés stratégiques que sont l'Inde (1<sup>er</sup> importateur mondial de corps gras depuis 1999), le Pakistan ou l'Égypte et, d'autre part, se situe parmi les cinq premiers corps gras consommés dans tous les pays de l'échantillon, à l'exception de ceux d'Amérique du Nord, illustrant ainsi la dimension mondiale qu'elle a acquise en quelques décennies <sup>12</sup>.

Le *tableau 3* nous permet d'apprécier de la structure interne de la consommation par tête de corps gras dans les différentes régions du monde <sup>13</sup>. C'est en fait le seul indicateur permettant d'évaluer quantitativement et qualitativement aussi bien l'amélioration que la diversification de l'approvisionnement en corps gras. Les deux parties du tableau ne font que confirmer, à l'échelle continentale, les observations précédentes : simplification (dans le sens d'une réduction du nombre de produits oléagineux) et généralisation des modèles alimentaires dominants, croissance significative des disponibilités par tête, particulièrement chez les plus démunis des années 60, faible perméabilité de l'Europe à l'huile de soja - en dépit de 16 millions de tonnes de graines importées annuellement pour satisfaire ses besoins en tourteaux -, confirmation de la résistance et de l'expansion de l'huile d'olive dans le Bassin méditerranéen, etc. Inversement, ce tableau montre aussi que la désaffection des consommateurs européens pour l'huile d'arachide est aussi profonde qu'irréversible (le disponible par tête est divisé par 4 en moins de 40 ans) et que le continent africain, figé sur ses positions, non seulement ne progresse plus mais régresse sensiblement sur les produits qui constituaient sa force. Ainsi, bien que le continent soit le berceau de la culture du palmier à huile, il voit sa consommation moyenne par tête en huile de palme diminuer légèrement durant la période analysée <sup>14</sup>. Même l'Amérique du Nord, dont on a déjà observé la faible attirance pour cette huile, maintient sa consommation en longue période.

Pour évoquer le deuxième aspect, c'est-à-dire le rôle décisif des échanges dans l'amélioration généralisée des disponibilités en huiles végétales, on prendra, à titre d'exemple, dix pays figurant parmi les plus gros consommateurs en 2000, auxquels est ajoutée l'Union européenne. Pour des raisons de compatibilité des données statistiques, seule la période 1980/2000 est retenue, mais l'on verra qu'elle est suffisante pour illustrer le phénomène analysé. Le *tableau 4* retrace, pour ces dix pays et l'Union européenne, les disponibilités totales en corps gras, les importations totales et les importations d'huile de palme en 1980 et en 2000. À noter que cet ensemble de pays représentait,

en 2000, 68,5 % des disponibilités mondiales, 61,7 % des importations mondiales de corps gras végétaux et animaux et 69,8 % des échanges mondiaux d'huile de palme.

Pour l'ensemble des pays de l'échantillon, la part des importations (tous corps gras confondus) dans les disponibilités était de 19,9 % en 1980, avec un éventail très ouvert, des États-Unis (8,4 %) à l'Iran (73,2 %). De son côté, l'Union européenne importait 27 % de ses corps gras, ce qui la plaçait dans une situation de dépendance proche de la moyenne mondiale (26,2 %).

À la même date, la part de l'huile de palme dans les disponibilités totales et dans les importations est encore insignifiante dans des pays comme l'Iran, l'Égypte, la Turquie ou le Mexique. En revanche, cette huile pèse déjà sur les importations de pays comme l'Inde ou le Pakistan pour lesquels elle représente respectivement 37,8 et 46,1 % des approvisionnements et 11,4 à 25,4 % des disponibilités totales. À l'échelle mondiale, l'huile de palme représente, toujours en 1980, 24,2 % des échanges et 6,3 % des disponibilités totales.

Vingt ans plus tard, les importations de corps gras fournissent de 16,8 (Chine) à 84,8 % (Iran) des disponibilités totales et l'huile de palme en assure de 14 (Mexique) à 69 % (Inde). Seuls deux pays échappent à l'influence de l'huile qui domine désormais les échanges internationaux : les États-Unis, qui n'en ont pas besoin, et les pays de l'ex-URSS, qui n'ont généralement pas les devises nécessaires.

Pour les dix pays, la contribution des importations aux disponibilités atteint 28,7 % en 2000 et celle de l'huile de palme 13,9 % (contre 4,4 %, 20 ans plus tôt). Ce phénomène est observable dans des proportions similaires à l'échelle du reste du monde et de l'Union européenne.

Il est donc indéniable que la demande mondiale de corps gras n'a pu progresser, comme elle l'a fait au cours des 40 dernières années, que grâce à un développement sans précédent des échanges, ceux-ci accompagnant naturellement l'augmentation généralisée des revenus. L'huile de palme a largement contribué à ces progrès en s'implantant sur des marchés sur lesquels elle était totalement inconnue quelques années auparavant. Si l'extension de l'aire d'influence de l'huile de palme a été déterminante, on doit lui associer les huiles de soja, de colza et de tournesol sans lesquelles la satisfaction de besoins toujours croissants, mesurés par l'augmentation du disponible par tête, n'aurait pas été possible.

La question qui se pose tout naturellement est de savoir si un palier a été atteint dans cette évolution et, si oui, s'il est atteint partout ou s'il reste encore des marges de progression, particulièrement en Asie et en Afrique. En d'autres termes, la demande va-t-elle continuer à croître au même rythme au cours des prochaines décennies ou va-t-elle fléchir de manière irréversible ?

### **Perspectives de la demande à l'horizon 2020**

Pour évaluer ces perspectives, on utilisera les projections réalisées périodiquement par *Oil World* dont la dernière livraison <sup>15</sup>, en cours de révision, dresse un tableau exhaustif des principaux corps gras à l'horizon 2016-2020. On n'insistera pas sur la difficulté de l'exercice de prévision qui oblige, compte tenu des inter-relations entre les différents secteurs, à investiguer bien au-delà des filières oléagineuses *stricto sensu* (graines, huiles et tourteaux) et à analyser la production animale et la production céréalière, mais aussi la population, les terres disponibles, le produit intérieur brut et de nombreux autres paramètres.

Selon les projections de *Oil World*, les tendances de la demande, pour les principaux corps gras analysés précédemment, devraient plus ou moins se poursuivre selon les grands axes suivants :

- avec un taux de croissance annuel moyen de 2,4 %<sup>16</sup>, la production mondiale des dix-sept corps gras majeurs devrait atteindre 183 millions de tonnes (suifs et graisses animales compris) en 2020 pour 7,6 milliards d'habitants, soit un disponible de près de 24 kg par tête et par an ;
- l'huile de palme devrait devenir la première huile produite vers 2012 avec près du quart de la production mondiale et bénéficier d'un taux de croissance supérieur à celui de ses concurrentes : + 3,5 % l'an contre 3 % au tournesol, 2,5 % au colza et 2,1 % au soja ;
- ensemble, les quatre huiles majeures devraient atteindre 66,4 % de la production mondiale et alimenter plus de 80 % des échanges ;
- le poids des corps gras d'origine animale (hors suifs) passerait sous la barre des 10 % de la production mondiale et leur croissance faiblirait encore ;
- les disponibilités par tête continueraient à augmenter à l'échelle mondiale, passant de 18,8 à 23,8 kg par an (+ 26 %) ; les quatre huiles majeures, au sein desquelles l'huile de palme dépassera le soja, représenteront à terme 66 % du disponible total ; l'huile de palme, avec 5,5 kg par tête et par an (contre moins de 0,4 kg dans les années 60) dépassera non seulement l'huile de soja (*tableau 5*) mais atteindra un degré de notoriété à l'échelle mondiale auquel aucune autre huile n'a jamais pu prétendre.

Par pays, les années 2016-2020 devraient voir l'Indonésie se hisser au premier rang des producteurs de corps gras avec plus de 21,5 millions de tonnes devant les États-Unis et la Chine. Ce dernier pays redeviendra, malgré tout, le premier importateur mondial de corps gras avec près de 11 millions de tonnes, devant l'Union européenne (à 15) et l'Inde. À l'exportation, l'Indonésie, grâce à la croissance plus forte de sa production (+ 5,3 % contre + 2,0 %), repassera devant la Malaisie. L'Argentine confortera sa troisième place (avec plus de 9 millions de tonnes exportées) devant les États-Unis et le Brésil.

Quant aux disponibilités, elles continueraient à croître dans les six pays à un rythme annuel de 2,6 %, soit davantage que dans le reste du monde (*tableau 5*). Cependant, cette croissance ne sera pas uniforme : dans l'Europe des 15 et aux États-Unis, elle restera proche de 1 % l'an, ce qui semblerait indiquer que la demande intérieure dans ces pays est proche de la saturation. Hypothèse que semblent confirmer les disponibilités par tête calculées par *Oil World* : avec plus de 57 kg par tête et par an (tous usages confondus) et des taux de croissance inférieurs au croît démographique, on peut imaginer que ces pays ont atteint un palier qui sera difficile à dépasser - sauf développement substantiel des usages non alimentaires de ces corps gras, tels les carburants « verts ». Loin derrière ces deux pays ou groupes de pays, les autres affichent des niveaux de consommation « honorables ». C'est notamment le cas de la Chine, qui atteint un peu plus de 20 kg par tête et par an à l'issue d'une progression tout à fait remarquable<sup>17</sup>. Seule, l'Inde reste quelque peu à l'écart de ce mouvement avec 17 kg, mais il faut rappeler que ces comparaisons doivent être maniées avec la plus grande précaution, les niveaux de consommation observés - surtout lorsqu'ils ne distinguent pas clairement les usages alimentaires et non alimentaires - dépendant de facteurs culturels ou religieux et de pratiques culinaires qui n'attribuent pas la même importance aux graisses végétales (et animales).

Parmi les vingt-deux pays producteurs ou consommateurs majeurs que *Oil World* individualise, les Philippines (avec 11 kg/tête) et le Nigeria (13,9 kg) ferment la marche. En dépit de ces exceptions, qui montrent que le développement spectaculaire de la consommation de corps gras ne sera pas partagé par tous, les progrès d'ensemble sont indéniables puisque dix de ces pays ne disposaient encore que de moins de 10 kg par tête au milieu des années 70.

Cependant, les projections de *Oil World* ne nous renseignent pas sur les perspectives des pays les moins avancés pour lesquels on peut craindre que les inégalités constatées en 2000, particulièrement entre certains pays d'Afrique subsaharienne et le reste du monde, ne s'amplifient encore d'ici à 2020. L'une des premières causes de cette dégradation annoncée relève évidemment du dynamisme insuffisant, eu égard à la croissance démographique, de la production africaine. Ce constat s'applique tout particulièrement aux cultures pérennes vieillissantes dont ni les gouvernements, ni les bailleurs de fonds<sup>18</sup> ne semblent avoir pris la mesure de l'urgence des besoins en replantation, ne serait-ce que pour préserver le potentiel productif actuel. Quant aux oléagineux annuels, les rares programmes proposés - telle la relance de l'arachide - semblent bien vagues et quelque peu décalés par rapport à la réalité des marchés.

Notes :

<sup>1</sup> Le colza, premier oléagineux cultivé et consommé au début du siècle, a connu une longue période de stagnation, avant de repartir dans les années 80 ; c'est ce qui explique sa croissance modérée en longue période : seulement + 2,9 %.

<sup>2</sup> Sucre brut (40 millions de tonnes), bananes (14,5), coton fibre (4,5), café (5,0), caoutchouc (4,9), cacao (2,4).

<sup>3</sup> Calculées sur les moyennes des années 1961/1963 et 1997/1999.

<sup>4</sup> Il s'agit, par ordre décroissant, des graines de soja, de colza et de tournesol, des huiles de palme, de soja et de tournesol, des tourteaux de soja, des germes de maïs et des farines de poisson.

<sup>5</sup> Pour le soja, entre 1960 et 2000, les rendements sont multipliés par 2,2 au Brésil, 2,4 en Argentine, 2,7 en Chine et 1,7 aux États-Unis, c'est-à-dire dans les pays assurant près de 90 % de la production mondiale. Pour le palmier, les rendements en huile ont également augmenté de 40 %, de 1960 à 2000.

<sup>6</sup> Les accusations portées, au début des années 80, contre l'huile de palme malaisienne et son caractère cancérigène supposé sont représentatives des excès que les véritables guerres commerciales ont pu générer.

<sup>7</sup> Tel le « *Palm Oil Credit Payment Arrangement* » (POCPA) qui permet de financer les exportations d'huile de palme et, accessoirement, de promouvoir la recherche sur l'huile de palme ou l'industrie. Neuf pays, dont le Pakistan, l'Iran et l'Irak, auraient signé ce type d'accord et représenteraient un marché de l'ordre de 1,7 million de tonnes d'huile.

<sup>8</sup> Ce n'est pas un hasard si les Pays-Bas sont encore le 1<sup>er</sup> importateur européen d'huile de palme (Indonésie) ou si la France est restée le premier importateur d'huile d'arachide (Sénégal).

<sup>9</sup> Les modes vestimentaires, le langage (anglais), la musique et bien d'autres comportements ou

modes de pensée subissent quotidiennement les mêmes influences « mondialisantes ».

<sup>10</sup> Le rapport des consommations par tête de ces deux pays passe ainsi de 9,1 à 3,2 en moins de 40 ans.

<sup>11</sup> Les données détaillées ne sont pas disponibles pour les cinq autres pays en 1963/1967 mais, avec le Nigeria, consommateur traditionnel d'huile de palme, on peut estimer que sept corps gras occupent à l'époque la première place dans les quinze pays.

<sup>12</sup> En 1963/1967, l'huile de palme se contentait d'une première place au Nigeria et d'une deuxième en Indonésie.

<sup>13</sup> Avec, cette fois, des données FAO qui peuvent différer légèrement de celles d'*Oil World* utilisées pour les tableaux précédents.

<sup>14</sup> Diminution qui peut aussi être analysée comme étant la résultante d'une demande fortement croissante dans les pays africains qui ignoraient jusque-là l'huile de palme (Sahel, par exemple) et d'un dynamisme insuffisant de l'offre négligeant des marchés de proximité qui ne demandaient qu'à être conquis.

<sup>15</sup> *Oil World 2020 : supply, demand and prices from 1976 through 2020*, 401 pages, May 1999.

<sup>16</sup> En net recul par rapport aux 40 années précédentes, durant lesquelles ce taux fluctuait entre 3,2 et 3,6 %.

<sup>17</sup> Rappelons que ce pays ne disposait que de 2,7 kg par tête en 1968/1972.

<sup>18</sup> Cités ici puisque l'Afrique est l'une des dernières régions du monde où l'accord de ces bailleurs reste nécessaire pour tout programme de développement d'une certaine envergure.

<sup>19</sup> En 1999, les États-Unis, l'Union européenne à 15 et le Japon soutenaient encore leurs agriculteurs à hauteur de 54, 114,5 et 58,9 milliards de dollars US, soit, respectivement, 24, 49 et 65 % de la valeur de la production agricole (source : Politiques agricoles dans les pays de l'OCDE, OCDE, Paris 2000). Quel secteur d'activité contribuant pour moins de 2 % à la valeur ajoutée nationale et représentant entre 2,7 et 5,3 % de la population active peut se prévaloir d'une aide aussi massive ?

<sup>20</sup> Sur les positions relatives des différents pays, on peut toujours discuter de leurs classements et du gain ou de la perte d'une place ; mais qu'importe que l'Indonésie repasse devant les Philippines (coprah) ou que l'Argentine succède aux pays de l'ex-URSS dans la hiérarchie des producteurs de tournesol. L'important est que ce sont pratiquement toujours les mêmes qui contribuent, à hauteur de 70 à 90 %, à la production des principaux corps gras.

<sup>21</sup> Ainsi Colombie et Thaïlande ne figurant pas parmi les producteurs majeurs de corps gras, on ne sait pas comment évoluera leur production d'huile de palme en 2016/2020, alors que les prévisions attribuent 500 000 tonnes au Brésil à cause de son poids dans la production mondiale de soja. Il est pourtant vraisemblable que Colombie et Thaïlande feront beaucoup mieux en 2016/2020. Surtout si ce dernier pays est amené à substituer à grande échelle le palmier à l'hévéa, scénario à ne pas exclure.

<sup>22</sup> Même si la production cumulée des trois pays suivants est supérieure à celle du Brésil, alors qu'elle n'en représentait que 36 % en 1960.

<sup>23</sup> Le coût de la main-d'œuvre pour des activités généralement non mécanisables, une certaine déliquescence de l'État et un manque de vision à long terme, une compétitivité remise en cause par des parités monétaires inadéquates, une prise en compte longtemps imparfaite des exigences du marché mondial, l'absence d'opérateurs ou de véritables entrepreneurs, la dégradation de la productivité et l'insertion insuffisante des résultats de la recherche, l'ambiguïté des bailleurs de fonds face à la pérennité de leurs engagements initiaux et leur sensibilité extrême aux effets de mode dont la « nouveauté » n'est souvent que la traduction concrète (ou la reconnaissance) des échecs passés.

<sup>24</sup> Inquiétude déjà exprimée en 1996. Voir Hirsch R (1996). L'Afrique et ses filières oléagineuses : réflexions sur un développement bloqué. *OCL*, 3 : 98-104.

<sup>25</sup> Préparation de la retraite pour les non-ruraux, diversification pour les paysans peu satisfaits de la monoculture du café ou du cacao, souci d'appropriation foncière, etc. Voir Hirsch R (2000). Dynamique récente des plantations individuelles de palmier à huile au Cameroun. *OCL*, 7 : 172-4.

<sup>26</sup> C'est l'huile de palme qui est surtout visée, les huiles lauriques (coprah et palmistes) n'ayant pas de concurrentes directes dans les pays tempérés et étant, de ce fait, mieux admises (y compris aux États-Unis, premier importateur mondial d'huile de coprah).

<sup>27</sup> Qui continuent à être expédiés en Afrique au titre d'une aide alimentaire dont les justifications ne sont pas toujours d'une évidence totale, mais dont les effets perturbateurs, sur les marchés locaux, sont dénoncés par les rares huiliers encore en activité. Selon le programme alimentaire mondial (PAM), quinze des seize pays d'Afrique de l'Ouest ont reçu de l'huile végétale au titre de l'aide alimentaire de 1995 à 1999 (20 000 tonnes par an en moyenne).

## CONCLUSION

Les développements précédents pourraient laisser croire au lecteur que le secteur des corps gras, dont l'hétérogénéité extrême, le dynamisme et la concentration sur quelques produits dominants ont été soulignés à maintes reprises, fonctionne bien, sans interventions extérieures apparentes, que la concurrence entre les différents produits joue son rôle au bénéfice des consommateurs ou que les positions commerciales acquises reflètent les écarts de productivité des acteurs impliqués ou, simplement, leur compétitivité et, accessoirement, l'habileté des manipulations des parités monétaires. Un tel tableau, plutôt idyllique, est en fait trompeur car le secteur des corps gras a été en permanence le terrain d'affrontements aussi bien entre les gouvernements qu'entre les grandes firmes qui contrôlent les échanges et la trituration (activité à la fois saisonnière et très capitalistique). Le démantèlement des barrières non tarifaires, l'abaissement des droits de douane, les modifications unilatérales des parités monétaires et la limitation des subventions directes ou indirectes à la production ont ainsi, pendant longtemps, empoisonné les relations commerciales entre les grands ensembles et, sans avoir complètement disparu <sup>19</sup>, sont aujourd'hui relayés par des débats, tout aussi polémiques, sur les OGM (dont il est bien évident que les enjeux sont commerciaux avant d'être sanitaires). Il n'est pas étonnant, dans un tel climat, que des positions commerciales (ou des parts de marché) aussi difficilement acquises soient défendues avec autant

d'acharnement et que l'arrivée de nouveaux acteurs ou de nouveaux produits soit, désormais, pratiquement impossible ou du moins fermement combattue.

De fait, si l'on admet les prévisions de *Oil World* pour les principales graines, l'huile de palme et le coprah, à l'horizon 2016-2020, et si l'on se reporte au début des années 50 (*tableau 6*), on observe une remarquable stabilité dans la hiérarchie des pays producteurs<sup>20</sup>. Mais stabilité des positions des pays concernés ne signifie pas nécessairement stabilité des parts de marché. De 12,8 % de la production mondiale de corps gras en 1958-1962, les trois oléagineux pérennes (palme, palmistes et coprah) sont passés à 22,5 % en 1996-2000 et devraient atteindre 28,7 % en 2016-2020. Ils représentent désormais un maillon essentiel de l'approvisionnement mondial, particulièrement pour les usages non alimentaires. Cette stabilité suggère aussi que, en dehors de l'arrivée des pays sud-américains sur le marché du soja, du développement de l'huile de palme en Malaisie et, dans une mesure moindre, de l'irruption du Canada sur le marché du colza, le seul « événement » marquant, dont l'impact géopolitique restera perceptible encore longtemps, aura été l'effacement progressif du continent africain. Devenu importateur net, ce continent ne joue plus désormais, en matière de corps gras, qu'un rôle secondaire avec moins de 1,5 % du commerce mondial des corps gras (contre près de 20 % au début des années 60).

D'une manière générale, on voit d'autant plus mal quels pays pourraient déjouer ces prévisions que la méthodologie utilisée par *Oil World* rend quasiment inéluctables en privilégiant les acteurs présents dès l'origine<sup>21</sup> et en posant implicitement comme principe qu'aucun nouveau pays ne sera en mesure de s'immiscer dans le marché considéré.

Il restera alors à la vingtaine de pays majeurs d'assumer leurs responsabilités et de répondre à la demande à partir des produits dominants. Si, pour les cultures annuelles, il n'y a pas trop d'inquiétudes à avoir (soit en raison des aides et incitations diverses qu'elles reçoivent, soit en raison de leur productivité intrinsèque), il n'en sera pas nécessairement de même pour les cultures pérennes dont l'avenir a précisément été au cœur des débats de la Conférence de Yamoussoukro. Il est en effet intéressant de constater que, pour les principales filières pérennes très intégrées au marché mondial, la domination d'un pays ne dure qu'exceptionnellement plus de un ou deux cycles de production. Passé ce délai, qui peut s'étendre sur 25 à 60 ans, d'autres acteurs, dotés de meilleurs atouts ou plus volontaristes, arrivent sur le marché et supplantent l'ancien leader. Si l'on prend, à titre d'exemples, le palmier à huile, le café, le cacao et le caoutchouc de 1960 à 2000, force est de constater que, seul le Brésil domine encore la filière café<sup>22</sup>, le Nigeria (palme), le Ghana (cacao) et la Malaisie (caoutchouc) ayant été évincés pour des raisons souvent fort différentes<sup>23</sup>.

Cette (relative) fragilité des filières pérennes interpelle à la fois les opérateurs économiques, les financiers et les décideurs politiques et pourrait les inciter à n'entreprendre de nouveaux investissements (par exemple, la replantation de vieilles plantations) que là où les conditions de sécurité, au sens le plus large du terme, sont les meilleures. Concrètement, cela peut signifier qu'un pays, choisi à l'origine pour les rendements escomptés, c'est-à-dire pour son potentiel agronomique, pourra être délaissé quelques décennies plus tard, car les salaires seront devenus trop élevés, la monnaie trop fragile ou surévaluée, la situation politique trop instable. Rien, en définitive, ne permet de garantir la pérennité de ces filières et surtout pas leurs performances passées, si brillantes soient-elles. Se replonger dans le passé ou analyser les ascensions et les chutes, souvent brutales, de filières de production permet principalement de vérifier que l'équilibre qu'elles atteignent à un moment

donné est particulièrement fragile et que, dès que les conditions défavorables l'emportent sur les atouts, elles sont condamnées, sans disparaître pour autant immédiatement, en raison de la forte inertie qui les caractérise et de la longueur des cycles de production.

En Afrique, alors que des voix - peu nombreuses - s'élèvent pour qu'une relance des filières oléagineuses soit entreprise, peut-être est-on précisément entré, depuis plusieurs années déjà, dans une phase de décroissance de ces filières. Car c'est sur ce continent que l'aide publique au développement, après avoir créé et soutenu, parfois au-delà du raisonnable, des structures de production publiques, les a aussi « lâchées » en cessant d'abord toute aide financière, puis en les contraignant à privatiser leurs actifs. Or, parce que le diagnostic du secteur privé sur les perspectives de ces filières est souvent plus que réservé et parce que les investissements privés se limitent au strict minimum, on a quelques raisons sérieuses d'être inquiet <sup>24</sup> quant à l'avenir des oléagineux annuels ou pérennes africains. Surtout avec le désengagement quasi total des États qui semblent (ou donnent l'impression de) se désintéresser complètement de l'avenir de leurs filières oléagineuses pérennes.

Face à l'approche de plus en plus abstraite du développement derrière laquelle semblent se ranger les pourvoyeurs bilatéraux et multilatéraux d'aide publique - notamment lutte contre la pauvreté et biens publics globaux ou mondiaux - sans même évoquer l'extrême prudence des nouveaux acteurs privés, les secteurs productifs, et tout particulièrement ceux qui s'appuient sur des plantes pérennes, risquent d'avoir de plus en plus de difficultés à mobiliser les ressources financières nécessaires à leur simple renouvellement, c'est-à-dire au maintien de leurs capacités productives. Et ces obstacles, qui conditionnent la survie d'activités économiques réelles, risquent d'être aggravés par le fait que la petite plantation est devenue largement dominante et que les *estates*, qui ont constitué pendant longtemps le système de production privilégié dans lequel le financement privé trouvait aisément sa place, sont moins présents. Or, les petits planteurs ne disposent presque jamais de ressources financières mobilisables pour l'investissement à long terme que nécessite toute plantation ou replantation. Le problème du financement des cultures pérennes va donc devenir de plus en plus difficile en l'absence de structures de financement qui, presque partout en Afrique, ont sombré depuis déjà longtemps.

Premier corps gras produit, consommé et échangé en Afrique subsaharienne, l'huile de palme est donc menacée, dans son existence, par le vieillissement inéluctable des arbres. Cela se passe dans une parfaite indifférence et sans que cela trouble les décideurs directement concernés, dont l'horizon (ou l'espérance de maintien dans les fonctions) semble très en deçà de celui des cultures pérennes. Dans le reste du monde, une prise de conscience sur ces questions de vieillissement émerge pourtant : la Malaisie elle-même, inquiète à son tour quant à l'avenir de ses plantations, lance des programmes de replantation sur fonds publics pour maintenir, provisoirement comme on l'a vu, son rang de premier producteur mondial et poursuivre la conquête des énormes marchés asiatiques. Mais, à la différence de l'Afrique, ce pays a largement les moyens d'autofinancer ces programmes ne serait-ce qu'en raison des recettes générées par les millions de tonnes d'huile exportées.

La productivité et la compétitivité des filières productives africaines, globalement jugées médiocres par l'ensemble de la communauté financière internationale, ne sont pas étrangères à ce désintérêt pour l'investissement productif. Il n'y a vraisemblablement rien à attendre de l'aide publique au

développement pour remédier à ces carences et l'on peut même imaginer que cette aide, en voie de recentrage sur les aspects sociaux du développement - lutte contre la pauvreté oblige -, privilégiera de moins en moins la croissance économique, considérée, à tort ou à raison, comme relevant du secteur privé. Mais, pour les raisons évoquées précédemment, rien ne permet d'assurer que celui-ci sera au rendez-vous. Il restera alors aux acteurs privés nationaux, déjà actifs dans certains pays (Cameroun, par exemple), à essayer de compenser les carences de l'État ou le désintérêt des bailleurs de fonds et à se lancer dans la replantation avec des motivations diverses <sup>25</sup>.

En d'autres termes, plus la mondialisation, l'ouverture des frontières et l'abaissement des tarifs douaniers progresseront, plus les positions commerciales acquises dans le domaine des oléagineux et décrites dans les paragraphes précédents ont de bonnes chances de perdurer et moins les candidats à une redistribution des parts de marché pourront se déclarer et donc se faire entendre.

Enfin, par rapport aux autres cultures pérennes - café, cacao ou caoutchouc -, les oléagineux pérennes souffrent peut-être aussi d'une autre faiblesse, sans doute beaucoup plus grave que la difficulté de mobiliser des fonds ou qu'un poids stratégique déclinant. En effet, en raison de la substituabilité croissante des huiles végétales alimentaires, ces oléagineux pérennes du Sud sont devenus les concurrents directs <sup>26</sup> de ceux du Nord et, circonstance aggravante, des surplus du Nord <sup>27</sup>. On ne peut donc pas s'attendre à ce que l'aide publique au développement - qui sait aussi, lorsque les circonstances l'exigent, se placer au service des intérêts économiques du Nord - finance un concurrent aussi dangereux. En d'autres termes, ce que la Malaisie a réussi dans les années 70 ne se reproduira sans doute plus et de belles batailles commerciales sur les marchés indien et chinois peuvent être envisagées.

Tableau 1. Consommation de corps gras végétaux et animaux, à usage alimentaire, dans une sélection de pays (1961/1963, 1979/1981 et 1997/1999).

Pays	Moyenne 1961/1963			Moyenne 1979/1981			Moyenne 1997/1999			Variation 1961/1963 - 1997/1999		
	Végét.	Anim.	Tot.	Végét.	Anim.	Tot.	Végét.	Anim.	Tot.	Végét.	Anim.	Tot.
	grammes/jour			grammes/jour			grammes/jour			%		
Chine	3,6	0,8	4,4	8,4	1,9	10,3	20,5	4,4	24,9	469,4	450,0	465,9
Inde	11,4	2,5	13,9	14,3	2,6	16,9	20,8	4,5	25,3	82,5	80,0	82,0
Pakistan	5,4	7,1	12,5	18,7	6,9	25,6	26,3	10,7	37,0	387,0	50,7	196,0
Indonésie	7,1	0,4	7,5	13,5	0,7	14,2	24,5	1,1	25,6	245,1	175,0	241,3
Ensemble Asie	7,3	1,9	9,2	12,6	2,6	15,2	21,9	4,2	26,1	200	121	184
États-Unis	31,1	21,8	52,9	54,0	13,5	67,5	61,5	13,4	74,9	97,7	- 38,5	41,6
Mexique	16,0	3,2	19,2	23,8	5,3	29,1	32,5	7,9	40,4	103,1	146,9	110,4
Ensemble Amérique Nord & Centre	25,8	18,6	44,4	42,7	12,6	55,3	49,3	11,6	60,9	91	- 38	37
Brazil	10,6	5,5	16,1	32,2	6,3	38,5	37,0	5,3	42,3	249,1	- 3,6	162,7
Argentine	24,7	8,2	32,9	35,7	7,8	43,5	39,1	9,9	49,0	58,3	20,7	48,9
Ensemble Amérique Sud	13,7	6,1	19,8	28,8	6,4	35,2	34,2	6,1	40,3	150	0	104
Irak	13,6	4,3	17,9	29,8	3,5	33,3	52,7	1,6	54,3	287,5	- 82,8	203,4
Iran	10,3	3,6	13,9	26,1	7,0	33,1	26,8	4,8	31,6	160,2	33,3	127,3
Turquie	22,0	9,0	31,0	35,3	6,2	41,5	56,0	4,3	60,3	154,5	- 52,2	94,5
Égypte	13,9	4,8	18,7	31,6	9,5	41,1	16,7	5,3	22,0	20,1	10,4	17,6
Ensemble Moyen-Orient	nd	nd		nd	nd		nd	nd				
Afrique du Sud	16,0	5,9	21,9	20,6	3,4	24,0	33,6	2,7	36,3	110,0	- 54,2	65,8
Kenya	4,0	1,1	5,1	12,6	1,5	14,1	19,9	0,9	20,8	397,5	- 18,2	307,8
Nigeria	42,4	0,5	42,9	34,8	1,1	35,9	42,7	0,7	43,4	0,7	40,0	1,2
Côte d'Ivoire	10,9	0,7	11,6	26,0	1,6	27,6	31,6	0,3	31,9	189,9	- 57,1	175,0
Ensemble Afrique subsaharienne	15,4	1,3	16,7	18,3	1,5	19,8	20,7	1,1	21,8	34	- 15	31
Allemagne	29,4	41,1	70,5	33,1	40,2	73,3	49,5	36,1	85,6	68,4	- 12,2	21,4
Grande-Bretagne	23,4	42,6	66,0	24,9	40,9	65,8	51,8	18,5	70,3	121,4	- 56,6	6,5
France	21,4	22,9	44,3	35,7	28,3	64,0	45,0	33,7	78,7	110,3	47,2	77,7
Espagne	38,7	3,2	41,9	56,9	4,3	61,2	75,5	6,7	82,2	95,1	109,4	96,2
Pologne	10,8	32,0	42,8	19,3	41,9	61,2	34,4	23,7	58,1	218,5	- 25,9	35,7
Ensemble Europe	26,7	27,2	53,9	36,9	29,0	65,9	40,9	20,2	61,1	53	- 26	13
Ensemble Monde	13,2	8,2	21,4	20,2	7,8	28,0	27,4	6,6	34,0	108	- 20	59

Source : FAO : Food Balance Sheets.

nd = non disponible.

Tableau 2. Classement comparé des cinq corps gras les plus consommés pour 1963-1967 et 2000.

Période	CG n° 1	CG n° 2	CG n° 3	CG n° 4	CG n° 5	% total CG
1963/1967	Beurre	Soja	Lard	Arachide	Toumesol	52,2
2000	Soja	Palme	Colza	Toumesol	Lard	68,1

Source : Oil World.

NB : les corps gras d'origine animale sont en italique.

Tableau 3. Consommation de corps gras alimentaires des grandes régions du monde (moyenne de consommation annuelle de 1997 à 1999). a) en kg par tête et par an ; b) en pourcentage.

Type de corps gras	Afrique	Asie	Amérique du Sud	Amérique centrale	Amérique du Nord	Europe	Océanie	Monde
<b>a) Consommation en kg/tête/an</b>								
Soja	1	1,8	7,3	5,4	18,8	2,1	1,8	3,1
Palme	2,3	1,6	1,7	1,4	0,1	0,7	3,2	1,5
Colza	0,3	1,4	0,1	0,5	1,6	3	4,4	1,4
Toumesol	1,3	0,7	2,0	1,8	0,2	5,2	1,9	1,4
Arachide	1,4	0,9	0,1	0,1	0,2	0,3	0,1	0,8
Coton	0,4	0,6	0,5	0,5	0,7	0,1	1,7	0,5
Olive	0,2	0,1	0,1	0,1	0,6	2,2	0,8	0,4
Coprah	0,2	0,4	0,0	0,6	0,2	0,4	0,4	0,3
Maïs	0,3	0,1	0,4	0,3	0,9	0,5	0,1	0,3
Autres huiles vég.	0,5	0,1	0,1	0,2	0,1	0,6	0,2	0,2
Palmist	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1
Sésame	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
Graisses animales	0,8	1,8	2,8	3,3	7,1	11,4	6,1	3,2
<b>Total corps gras</b>	<b>9,3</b>	<b>9,8</b>	<b>15,2</b>	<b>14,3</b>	<b>30,6</b>	<b>26,6</b>	<b>20,8</b>	<b>13,3</b>
<b>b) Consommation en %</b>								
Soja	10,8	18,4	48,0	37,8	61,4	7,9	8,7	23,3
Palme	24,7	16,3	11,2	9,8	0,3	2,6	15,4	11,3
Colza	3,2	14,3	0,7	3,5	5,2	11,3	21,2	10,5
Toumesol	14,0	7,1	13,2	12,6	0,7	19,5	9,1	10,5
Arachide	15,1	9,2	0,7	0,7	0,7	1,1	0,5	6,0
Coton	4,3	6,1	3,3	3,5	2,3	0,4	8,2	3,8
Olive	2,2	1,0	0,7	0,7	2,0	8,3	3,8	3,0
Coprah	2,2	4,1	0,0	4,2	0,7	1,5	1,9	2,3
Maïs	3,2	1,0	2,6	2,1	2,9	1,9	0,5	2,3
Autres huiles vég.	5,4	1,0	0,7	1,4	0,3	2,3	1,0	1,5
Palmist	5,4	1,0	0,7	0,7	0,3	0,4	0,0	0,8
Sésame	1,1	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,8
Graisses animales	8,6	18,4	18,4	23,1	23,2	42,9	29,3	24,1
<b>Total corps gras</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : FAO/STAT et Oil World 2007.

Tableau 4. a) Évolution de la place des importations dans les disponibilités en corps gras de 1980 à 2000 (sélection de pays).

Classement hors UE (base : 2000)	1980							2000								
	Pays	Disponibilités totales	Dont importations	Dont HdP	% Hd sur imports	% HdP sur disp.		Pays	Disponibilités totales	Dont imports	Dont HdP	% HdP sur imports	% HdP sur disp.			
		10 <sup>3</sup> t	10 <sup>3</sup> t	%	10 <sup>3</sup> t	%	%		10 <sup>3</sup> t	10 <sup>3</sup> t	%	10 <sup>3</sup> t	%	%		
1	Inde	4 694	1 411	30,1	534	37,8	11,4	Inde	11 981	5 445	45,4	3 763	69,1	31,4		
2	Chine	3 676	383	10,4	57	14,9	1,6	Chine	17 482	2 942	16,8	1 764	60,0	10,1		
3	États-Unis	8 214	693	8,4	117	16,9	1,4	États-Unis	14 240	1 748	12,3	165	9,4	1,2		
4	Pakistan	980	540	55,1	249	46,1	25,4	Pakistan	2 644	1 432	54,2	1 099	76,7	41,6		
5	Iran	545	399	73,2	3	0,8	0,6	Iran	1 378	1 169	84,8	168	14,4	12,2		
6	Égypte	704	523	74,3	2	0,3	0,3	Égypte	1 371	1 148	83,7	524	45,6	38,2		
7	Mexique	901	201	22,3	3	1,5	0,3	Mexique	2 372	1 000	42,2	139	13,9	5,9		
8	ex-URSS	5 447	805	14,8	101	12,5	1,9	ex-URSS	4 188	828	19,8	142	17,1	3,4		
9	Turquie	739	171	23,1	1	0,6	0,1	Turquie	1 783	816	45,8	204	25,0	11,4		
10	Japon	1 904	418	22,0	148	35,4	7,8	Japon	2 724	712	26,1	373	52,4	13,7		
Total 10 pays		49,0	27 804	5 544	19,9	1 215	21,9	4,4		52,9	60 163	17 240	28,7	8 341	48,4	13,9
Reste du monde		51,0	28 974	9 306	32,1	2 377	25,5	8,2		47,1	53 593	18 622	34,7	7 060	37,9	13,2
Total monde		100,0	56 778	14 850	26,2	3 592	24,2	6,3		100,0	113 756	35 862	31,5	15 401	42,9	13,5
EU 15		21,3	12 099	3 263	27,0	744	22,8	6,1		15,6	17 792	4 884	27,5	2 414	49,4	13,6

b) Variation 1980/2000

Classement hors UE (base : 2000)	Disponibilités totales	Total imports	Imports HdP
	%	%	%
1	155,2	285,9	604,7
2	375,6	668,1	2 994,7
3	73,4	152,2	41,0
4	169,8	165,2	341,4
5	152,8	193,0	5 500,0
6	94,7	119,5	28 643,8
7	163,3	397,5	4 533,3
8	- 23,1	2,9	40,6
9	141,2	377,2	20 300,0
10	43,1	70,3	152,0
Total 10 pays	116,4	211,0	586,6
Reste du monde	85,0	100,1	197,0
Total monde	100,4	141,5	328,8
EU 15	47,1	49,7	224,5

Source : Oil World annual 1991 & 2001. HdP = huile de palme. Disp. = disponibilités. t = tonnes.

Tableau 5. Évolution des disponibilités totales et par tête des principaux corps gras et des principaux pays (2000-2016/2020).

A) PAR PRODUIT

Rang en 2000	Disponibilités totales en 2000			Disponibilités totales en 2016/2020			Taux de croissance annuel
	Produit	10 <sup>9</sup> tonnes	%	Produit	10 <sup>9</sup> tonnes	%	%
1	Palme	21 749	19,1	Palme	40 631	23,2	3,5
2	Soja	25 171	22,1	Soja	37 003	21,1	2,2
4	Colza	14 277	12,6	Colza	22 128	12,6	2,5
3	Toumesol	9 472	8,3	Toumesol	16 554	9,4	3,2
5	Lard	6 762	5,9	Lard	8 488	4,8	1,3
6	Beurre	5 993	5,3	Beurre	7 760	4,4	1,4
	<b>Sous-total</b>	<b>83 424</b>	<b>73,3</b>	<b>Sous-total</b>	<b>132 564</b>	<b>75,6</b>	<b>2,6</b>
	<b>Monde</b>	<b>113 757</b>	<b>100,0</b>	<b>Monde</b>	<b>175 331</b>	<b>100,0</b>	<b>2,4</b>

Rang en 2000	Disponibilités par tête en 2000			Disponibilités par tête en 2016/2020			Taux de croissance annuel
	Produit	kg/tête/an	Indice	Produit	kg/tête/an	Indice	%
1	Palme	3,59	19	Palme	5,52	23	2,4
2	Soja	4,16	22	Soja	5,02	21	1,0
4	Colza	2,36	13	Colza	3,00	13	1,3
3	Toumesol	1,56	8	Toumesol	2,25	9	2,1
5	Lard	1,12	6	Lard	1,15	5	0,1
6	Beurre	0,99	5	Beurre	1,05	4	0,3
	<b>Sous-total</b>	<b>13,77</b>	<b>73</b>	<b>Sous-total</b>	<b>18,00</b>	<b>76</b>	<b>1,5</b>
	<b>Monde</b>	<b>18,78</b>	<b>100</b>	<b>Monde</b>	<b>23,80</b>	<b>100</b>	<b>1,3</b>

B) PAR PAYS

Rang en 2000	Disponibilités totales par pays en 2000			Disponibilités totales par pays en 2016/2020			Taux de croissance annuel
	Pays	10 <sup>9</sup> tonnes	%	Pays	10 <sup>9</sup> tonnes	%	%
1	Chine	17 482	15,4	Chine	28 749	16,4	2,8
2	Eu (15)	17 792	15,6	Eu (15)	21 422	12,2	1,0
4	Inde	11 981	10,5	Inde	21 228	12,1	3,2
3	États-Unis	14 240	12,5	États-Unis	18 000	10,3	1,3
5	ex-URSS	4 188	3,7	ex-URSS	7 354	4,2	3,2
6	Indonésie	3 264	2,9	Indonésie	6 162	3,5	3,6
	<b>Sous-total</b>	<b>68 947</b>	<b>60,6</b>	<b>Sous-total</b>	<b>102 915</b>	<b>58,7</b>	<b>2,3</b>
	<b>Monde</b>	<b>113 756</b>	<b>100,0</b>	<b>Monde</b>	<b>175 331</b>	<b>100,0</b>	<b>2,4</b>

Rang en 2000	Disponibilités par tête et par pays en 2000			Disponibilités par tête et par pays en 2016/2020			Taux de croissance annuel
	Pays	kg/tête/an	Indice	Produit	kg/tête/an	Indice	%
1	Eu (15)	47,40	252	Eu (15)	57,54	242	1,1
2	États-Unis	50,30	268	États-Unis	57,39	241	0,7
3	Ex-URSS	14,40	77	Ex-URSS	24,89	105	3,1
4	Indonésie	15,40	82	Indonésie	23,92	100	2,5
5	Chine	14,00	75	Chine	20,31	85	2,1
6	Inde	11,90	63	Inde	17,01	71	2,0
	<b>Monde</b>	<b>18,78</b>	<b>100</b>	<b>Monde</b>	<b>100</b>	<b>23,81</b>	<b>1,3</b>

Tableau 6. Les principaux producteurs de graines d'huile de palme et de coprah en 1948/1952, 1996/2000 et 2016/2020.

Soja (graines) 1948/1952			1996/2000			2016/2020		
Pays	1 000 tonnes	%	Pays	1 000 tonnes	%	Pays	1 000 tonnes	%
États-Unis	7 312	45,8	États-Unis	68 791	46,8	États-Unis	94 000	40,9
Chine	7 282	45,6	Brésil	29 874	20,3	Brésil	50 800	22,1
			Argentine	16 900	11,5	Argentine	30 000	13,1
			Chine	14 185	9,6	Chine	19 500	8,5
Reste monde	1 358	8,5	Inde	4 798	3,3	Inde	10 100	4,4
<b>Monde</b>	<b>15 952</b>	<b>100,0</b>	<b>Monde</b>	<b>147 128</b>	<b>100,0</b>	<b>Monde</b>	<b>229 775</b>	<b>100,0</b>

  

Arachides coque 1948/1952			1996/2000			2016/2020		
Pays	1 000 tonnes	%	Pays	1 000 tonnes	%	Pays	1 000 tonnes	%
Inde	3 197	33,6	Chine	7 646	36,3	Chine	9 430	33,8
Chine	2 057	21,6	Inde	5 153	24,5	Inde	7 420	26,6
États-Unis	839	8,8	États-Unis	1 256	6,0	Nigeria	1 850	6,6
Nigeria	690	7,3	Nigeria	1 232	5,8	États-Unis	1 640	5,9
Sénégal	558	5,9	Indonésie	695	3,3	Indonésie	860	3,1
<b>Monde</b>	<b>9 512</b>	<b>100,0</b>	<b>Monde</b>	<b>21 063</b>	<b>100,0</b>	<b>Monde</b>	<b>27 938</b>	<b>100,0</b>

  

Tournesol (graines) 1948/1952			1996/2000			2016/2020		
Pays	1 000 tonnes	%	Pays	1 000 tonnes	%	Pays	1 000 tonnes	%
URSS	1 899	48,5	ex-URSS	6 266	24,4	Argentine	11 400	25,5
Argentine	889	22,7	Argentine	5 910	23,0	ex-URSS	10 380	23,2
Hongrie	250	6,4	France	1 913	7,5	UE 15	4 680	10,5
Roumanie	200	5,1	États-Unis	1 892	7,4	États-Unis	3 400	7,6
Bulgarie	180	4,6	Chine	1 400	5,5	Inde	2 800	6,3
<b>Monde</b>	<b>3 915</b>	<b>100,0</b>	<b>Monde</b>	<b>25 642</b>	<b>100,0</b>	<b>Monde</b>	<b>44 679</b>	<b>100,0</b>

  

Colza (graines) 1948/1952			1996/2000			2016/2020		
Pays	1 000 tonnes	%	Pays	1 000 tonnes	%	Pays	1 000 tonnes	%
Inde	815	28,9	Chine	9 398	26,5	Chine	15 000	24,7
Chine	782	27,7	Canada	6 867	19,3	Inde	12 300	20,3
Pakistan	270	9,6	Inde	5 424	15,3	UE 15	11 550	19,0
Allemagne	193	6,8	France	3 476	9,8	Canada	10 200	16,8
France	154	5,5	Allemagne	3 164	8,9	Australie	3 900	6,4
<b>Monde</b>	<b>2 820</b>	<b>100,0</b>	<b>Monde</b>	<b>35 495</b>	<b>100,0</b>	<b>Monde</b>	<b>60 650</b>	<b>100,0</b>

  

Coprah 1948/1952			1996/2000			2016/2020		
Pays	1 000 tonnes	%	Pays	1 000 tonnes	%	Pays	1 000 tonnes	%
Philippines	875	33,2	Philippines	1 931	40,0	Indonésie	2 560	33,9
Indonésie	714	27,1	Indonésie	1 125	23,3	Philippines	2 230	29,5
Sri Lanka	230	8,7	Inde	701	14,5	Inde	1 260	16,7
Inde	202	7,6	Mexique	170	3,5	Mexique	225	3,0
Malaisie	165	6,2	Paouasie NG	155	3,2			
<b>Monde</b>	<b>2 638</b>	<b>100,0</b>	<b>Monde</b>	<b>4 832</b>	<b>100,0</b>	<b>Monde</b>	<b>7 556</b>	<b>100,0</b>

  

Huile de palme 1948/1952			1996/2000			2016/2020		
Pays	1 000 tonnes	%	Pays	1 000 tonnes	%	Pays	1 000 tonnes	%
Nigeria	422	42,8	Malaisie	9 430	50,5	Indonésie	18 000	44,1
Congo belge	172	17,4	Indonésie	5 644	30,2	Malaisie	15 400	37,7
Indonésie	114	11,6	Nigeria	700	3,7	Nigeria	1 150	2,8
Malaisie	49	5,0	Colombie	460	2,5			
Liberia	40	4,1	Thaïlande	462	2,5			
<b>Monde</b>	<b>986</b>	<b>100,0</b>	<b>Monde</b>	<b>18 689</b>	<b>100,0</b>	<b>Monde</b>	<b>40 800</b>	<b>100,0</b>

Sources : Oil World & FAO (pour 1948/1952).